

Relations Iran-Afghanistan (Bref historique)

Cesario Melantonio Neto

On ne peut comprendre l'histoire de l'Afghanistan que si l'on tient compte d'un facteur déterminant, celui de sa position géographique: enclavé entre les grands espaces de l'ancien empire tzariste (et ultérieurement de l'Union Soviétique), de l'Asie centrale et du Moyen-Orient, l'Afghanistan a subi, au long du temps, les pressions permanentes et l'influence politique de l'Iran — dont il a constitué une province pendant le règne de l'empire perse — et celle du Pakistan, de l'Inde ou de la Chine. Les caravanes de la soie ont traversé le territoire afghan pendant des siècles et le pays a été le théâtre d'invasions successives et d'occupations de forces étrangères, dont la plus récente, de 1979 à 1989, a été l'invasion et l'occupation soviétique. Après le retrait des forces de Moscou, l'Afghanistan est alors dominé par les Talibans, groupe fondamentaliste radical islamique, période pendant laquelle le pays a servi de base d'opérations à

l'organisation terroriste Al-Qaeda et à son chef le plus connu, Osamar bin Laden.

Les attentats du 11 Septembre 2001 contre plusieurs objectifs américains ont provoqué la réaction de Washington et le gouvernement américain a déclaré la guerre à l'échelle mondiale contre le terrorisme et tout particulièrement contre l'Al-Qaeda: des troupes des U.S.A ont envahi l'Afghanistan, ont rapidement provoqué la chute du régime taliban et un nouveau gouvernement par interim s'est installé, dirigé par Hamid Karzai et soutenu par les américains.

Politique iranienne

A la suite des guerres, des convulsions et conflits intérieurs, l'infrastructure de l'Afghanistan est complètement démantelée (réseau électrique et de télécommunications, réseaux de distribution des eaux et d'assainissement, réseaux ferroviaire et routier, construction civile). L'agriculture, l'élevage pour la production alimentaire et sa distribution; l'enseignement et les services hospitaliers et sociaux doivent être eux aussi complètement réorganisés, remis en état de marche et, pour ce faire, l'appui résolu de la communauté internationale sera indispensable.

L'Iran est particulièrement bien placé pour participer au processus de reconstruction de l'Afghanistan en raison de plusieurs avantages par rapport à d'autres pays: un voisinage géographique dû à une longue frontière commune de presque mille kilomètres, des affinités culturelles, linguistiques (le farsi est en usage en Afghanistan) et religieuses (l'Afghanistan est un pays islamique).

Après la chute du régime des talibans, Téhéran a entamé une action de rapprochement diplomatique en vue d'améliorer ses relations bilatérales, a créé les conditions politiques pour que l'Iran puisse participer activement au processus de reconstruction de l'Afghanistan et a offert à Kaboul des lignes de crédit et de financement. L'Iran compte en sa faveur sur un parc industriel de bon niveau et des professionnels compétents en de nombreux domaines, qui pourraient entrer dans le marché afghan pour l'exportation de biens et de services. La reconstruction de l'Afghanistan offre de plus la possibilité de diversifier les produits du commerce extérieur iranien, presque exclusivement composé par l'exportation de pétrole et de ses dérivés, qui représentent 90% du total des exportations.

Téhéran espère que la multiplication des contacts politiques, économiques et commerciaux encouragera Kaboul à combattre et même à parvenir à interrompre le trafic de drogues produites en Afghanistan, sujet extrêmement épineux au niveau des relations bilatérales si l'on tient compte qu'au cours des cinq dernières années, le combat contre ce trafic a coûté la vie d'au moins trois mille soldats iraniens, morts au cours de combats frontaliers avec les passeurs et les chefs de bande qui contrôlent plusieurs régions du pays et où la culture du pavot représente leur principale source de financement. Au demeurant, ils ignorent souverainement l'existence de l'administration centrale. En effet, Hamid Karzai ne contrôle que la région de Kaboul et les chefs de bande continuent de dominer leur région respective. Premier producteur mondial d'opium, l'Afghanistan est menacé par l'expansion des aires de culture du pavot et par celle du tra-

fic, facteur de déstabilisation interne et source de revenus pour le terrorisme. Depuis la chute du régime taliban, le trafic est en croissance continue dans ce pays qui produit 75% de l'opium vendu dans le monde entier.

Politique afghane

Depuis la chute des talibans et la mise en place, par Washington, de Hamid Karzai, par intérim, à la tête de l'Etat afghan, la tâche la plus urgente des nouveaux dirigeants est de procéder à la reconstruction du pays, avec l'aide indispensable de la communauté internationale. Dans ce but et pour renforcer également son image de dirigeant, Hamid Karzai a déployé une activité diplomatique intense, recherchant à établir des contacts directs avec les représentants des pays tiers, soit en les recevant à Kaboul, soit en visitant les capitales des pays concernés, soit en leur envoyant des délégations.

C'est ainsi que Hamid Karzai a visité, dès le début de 2002, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes, les Etats-Unis, l'Iran, le Japon, le Paquistan, le Tadjikistan. Quelques susceptibilités ont été froissées en Iran parceque ce pays n'avait été visité qu'après les autres et le 18 Juin 2003, le président afghan est retourné à Téhéran pour une visite officielle de trois jours à la tête d'une délégation de 41 personnes. Au cours de cette visite, deux accords trilatéraux ont été signés entre l'Iran, l'Afghanistan et l'Ouzbékistan, d'une part et l'Iran, l'Afghanistan et le Tadjikistan d'autre part pour la construction de routes reliant l'Iran à l'Asie centrale via l'Afghanistan. Le président Khatami a saisi l'occasion pour

appeler la communauté internationale à appuyer les efforts déployés par l'Afghanistan pour affronter les défis de son processus de reconstruction économique et sociale, afin de lui permettre de retrouver sa place au sein de la communauté des nations. Le président iranien a également fait l'éloge de l'action entreprise par le gouvernement afghan pour combattre la culture du pavot et le trafic de drogues. De son côté, Hamid Karzai a souhaité que les liens entre Kaboul et Téhéran se renforcent.

Le principal événement du scénario de la politique intérieure de l'Afghanistan a été la divulgation, le 3 novembre 2003 à Kaboul, du texte du projet de la nouvelle Constitution, d'orientation nettement islamique; le pays se nommera désormais "République islamique de l'Afghanistan". La nouvelle loi de base contient douze chapitres, établit un régime présidentiel de gouvernement élu au suffrage direct et a été soumise à l'approbation du Grand Conseil Constitutionnel "Loya Jirga" en décembre 2003. La nouvelle Constitution stipule les règles relatives à la formation des partis politiques et aux élections qui auront lieu en juin 2004 et auxquelles se présentera certainement H. Karzai en tant que candidat à la présidence. Son élection paraît d'ors et déjà assurée.

La tâche des futurs dirigeants qui assumeront les responsabilités du pays n'est pas mince. L'autorité de H. Karzai, depuis qu'il a assumé provisoirement le pouvoir en 2001, se limite pratiquement aux alentours de la capitale et la majeure partie du pays est, en fait, entre les mains des chefs de tribus et seigneurs de la guerre, qui commandent leurs armées privées et, souvent, le contrôle de la circulation de la drogue. Dans un pays détruit par plus de vingt années

de guerre, l'aire utilisée pour la culture du pavot a augmenté de 8% en 2003. Les troupes américaines et allemandes qui campent à Kaboul assurent une sécurité relative à la population, mais les afghans craignent une recrudescence de la violence en cas de résurgence possible des talibans, appuyés par le trafic de stupéfiants. La culture du pavot domine vingt-huit provinces des trente-deux qui composent l'Afghanistan et occupe aujourd'hui une surface de quatre-vingt-mille hectares, contre soixante-quatorze mille en 2002. La production de l'opium s'est accrue de 6% en 2003 et représente aujourd'hui trois mille six cents tonnes contre trois mille quatre cents en 2002. Une part considérable du trafic est dirigée par des administrateurs de province et des militaires gradés. Le trafic de drogues entre l'Afghanistan et l'Europe est évalué à trente milliards de dollars par an et emploie près de cinq cent mille personnes. Le total des bénéfices provenant du trafic, partagés entre les trafiquants et les cultivateurs, correspond à l'équivalent de la moitié du P.I.B. afghan évalué à cinq milliards de dollars. Pour affronter cette situation, l'Afghanistan continuera à exiger un appui ferme et décidé pour faciliter son processus de réinsertion dans la communauté internationale et éviter que la connivence entre le terrorisme et le trafic de drogues ne l'emporte dans la lutte déclenchée par le président Hamid Karzai lorsqu'il a interdit la culture du pavot en janvier 2002, interdiction restée lettre morte jusqu'à présent. Pour gagner la lutte contre l'alliance entre le terrorisme et le trafic de drogues, la communauté internationale se doit d'accentuer son aide à la reconstruction de l'Afghanistan et donner priorité à la lutte contre la pauvreté.